



Aff N°: 17870PEB2644200K

N° chrono: 6

Date: 22/02/18

## **PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ**

### **TRAVAUX D'ENCLOISONNEMENT DES 3 CAGES D'ESCALIERS A-B-C AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 94000 CRÉTEIL (94)**

#### **MAITRE D'OUVRAGE**

PREFECTURE DU VAL DE MARNE  
PREFECTURE DU VAL DE MARNE  
21-29 AV. DU GENERAL DE GAULLE  
94000 CRETEIL



**apave**

mission de confiance

**Maître d'oeuvre**

CHAINE ET COMPAGNIE  
49, Boulevard de Reuilly  
75012 PARIS  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE PARISIENNE SAS - BUREAU  
CONSTRUCTION MLV  
SASSI Jamel-Eddine  
10 place Fulgence Bienvenue  
77600 BUSSY SAINT GEORGES

**PHASE DE REALISATION**

APAVE PARISIENNE SAS - BUREAU  
CONSTRUCTION MLV  
SASSI Jamel-Eddine  
10 place Fulgence Bienvenue  
77600 BUSSY SAINT GEORGES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	22/02/18	PGC établi : En cours de consultation des entreprises	6

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

### 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

5

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

TRAVAUX D'ENVELONNEMENT DES 3 CAGES D'ESCALIERS A-B-C - AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 94000 CRÉTEIL (94)

**Descriptif de l'opération :**

21-29, avenue du Général de Gaulle - 94000 CRETEIL

Travaux d'enclousnement des 3 cages d'escaliers A,B,C du bBâtiment 1 de la Préfecture de Créteil / Hôtel du Département du Val de Marne. L'opération sera réalisée sur site occupé en 3 phases :

- Cage d'escalier A (phase 1)
- Cage d'escalier B (phase 2)
- Cage d'escalier C (phase 3)

Lot 1 : Dépose plâtrerie, faux-plafond, peinture et menuiserie intérieure)

Lot 2 : Électricité

**Calendrier :**

Date début des travaux : Mai 2018

Durée totale des travaux : 6 mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Voir planning du Maître d'oeuvre

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 4

Effectif pointe prévisible :

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.
- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence d'opérations menées par d'autres maîtres d'ouvrages

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.
- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
1	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b></p> <p>Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
2	<p><b>Personnes autorisées</b></p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul>	Tous interv.		Durée chantier
3	<p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p> <p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
4	<p><b>Informations des salariés</b></p> <p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
5	<p><b>Liste nominative des intervenants</b></p> <p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

6	<b>Identification des entreprises</b> Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<u>Port du badge</u> Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier. Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.	Toutes entrep.	Durée chantier
8	<u>Poste de garde</u> Le passage par le poste de garde "Police" de la préfecture est obligatoire pour pouvoir accéder au chantier.	Toutes entrep.	Durée chantier
9	<b>Utilisation du personnel intérimaire</b> Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer : - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.	Toutes entrep.	Durée chantier
10	<b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire de la prestation</b> La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<b>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</b> Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS) : monteuses de grue, poseurs de filets, monteuses d'échafaudage, etc.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>Emploi de salariés détachés</b>		



12	<p><u>Rappel des obligations de <b>l'employeur</b> qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u> L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation;</li> <li>- désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation.</li> </ul> <p><u>Rappel des obligations du <b>donneur d'ordre</b> ou du <b>maître d'ouvrage</b> :</u> Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de cette déclaration;</li> <li>- une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment).</li> </ul> <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p>	Toutes entrep.		D
13	<p><b>Fournisseurs - Livreurs</b></p> <p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
14	<p><b>Conditions d'accès de certains visiteurs : groupes scolaires, futurs propriétaires ou utilisateurs de l'ouvrage, autres visiteurs</b></p> <p>Certains visiteurs, qui ne sont pas partie prenante dans la réalisation de l'opération, sont autorisés à pénétrer sur le chantier sous réserve du respect des obligations décrites ci-après et de l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Les visiteurs seront obligatoirement accompagnés par une personne connaissant le chantier. Les conditions et modalités d'accès des visiteurs, devront être déterminées et organisées préalablement à chaque visite par le maître d'œuvre et le demandeur, en concertation avec le coordonnateur SPS. Elles seront communiquées par écrit au demandeur. Ce dernier indiquera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identité du demandeur et le motif de la visite</li> <li>- les jours et heures de visite autorisés, en dehors desquels la visite de pourra pas avoir lieu</li> <li>- l'itinéraire de la visite à respecter obligatoirement</li> <li>- le nombre de personnes maximum à ne pas dépasser par visite</li> <li>- le nombre et les identités des personnes encadrant les visiteurs</li> <li>- les consignes de sécurité à respecter par chaque visiteur, notamment le port des équipements individuels de protection.</li> </ul>			Durée chantier

15	<p><u>Consignes de sécurité à l'attention des intervenants sur le chantier</u></p> <p>Chaque entreprise présente dans les zones concernées par la visite cessera le travail pendant la durée de la visite.</p> <p>La reprise du travail se fera sur ordre des chefs de chantier en liaison avec l'organisateur de la visite.</p> <p><b>Dispositions particulières concernant la lutte contre le travail illégal</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
16	<p>Une convention de lutte contre le travail illégal est jointe en annexe du présent document.</p> <p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
17	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p><b>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
18	<p>Toute entreprise souhaitant travailler en dehors des périodes d'ouverture du chantier doit en aviser par écrit, au moins une semaine avant, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. En cas d'accord de ces derniers, l'entreprise indique dans son PPSPS, qu'elle diffuse au coordonnateur SPS (additif), la nature de l'intervention, les conditions de réalisation, et les mesures particulières qu'elle adopte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour que les salariés ne demeurent pas isolés sur le chantier et puissent être rapidement secourus en cas d'accident : nombre d'intervenants, présence de secouriste(s) du travail formés dans l'équipe, consignes d'appel des secours, moyens d'alerte mis à disposition ;</li> <li>afin de répondre à toute contrainte qui lui serait indiquée par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ou le coordonnateur SPS, préalablement à l'intervention.</li> </ul> <p>L'entreprise est tenue d'obtenir les autorisations administratives, dans le cas où celles-ci sont requises.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier
19	<p><b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b></p> <p>Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier
20	<p><b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b></p> <p>Accès pour les piétons et les camionnettes des entreprises par le poste de garde de la police</p> <p><b>Dispositions particulières à l'opération</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier

21	Tenir compte des contraintes du site de la Préfecture en activité pendant les travaux : Accès, horaires, cheminement, règlement de la préfecture. Passage obligé par le poste de police (piétons, voitures, engins de chantier etc.) Ne pas accéder dans l'étage où se trouvent les appartements. Strictement interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment	Toutes entrep.		Durée chantier
----	--	----------------	--	----------------

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	Toutes entrep.		Durée chantier
23	<b>Organisation générale</b> Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futurs espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
24	<u>Projet de plan d'installation de chantier</u> Préciser sur un plan d'installation de chantier : Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises Les aires de stationnement pour les véhicules du du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. La zones d stockage. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.) <u>seront mises à la disposition des entreprises par le Maître d'ouvrage</u> Le Maître d'ouvrage met à la disposition des entreprises un local vestiaires. <u>L'entreprise du Lot 01 fournie des vestiaires</u> <u>Les ouvriers pourront manger dans le réfectoire au niveau 6</u> La position des moyens de secours contre l'incendie.	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> <b>Caractéristiques générales</b>			

25	<p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de panneaux "chantier interdit au public"</li> <li>• de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</li> </ul> <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p> <p><b>Fermetures des clôtures</b></p>	Toutes entrep.		d
26	<p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p> <p><b>Réparation des clôtures</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
27	<p>Réparer la clôture de chantier.</p> <p><b>Entretien des clôtures</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
28	<p>Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...</p> <p><b>Modification d'implantation de la clôture</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
29	<p>Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégalement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC, le CSPA.</p> <p><u>Signalisation par panneaux</u></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
30	<p>Mettre en place des panneaux de signalisation portant les mentions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- "chantier interdit au public"</li> <li>- "port du casque et des chaussures de sécurité obligatoire"</li> </ul> <p>Fixation des panneaux sur la clôture de chantier, répartis sur toute sa longueur, tous les 25 mètres. Prévoir un panneau supplémentaire au droit de chaque accès au chantier.</p> <p><u>Signalisation lumineuse</u></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
31	<p>Mettre en place une signalisation lumineuse afin de baliser la clôture de la zone de stockage durant la nuit. Assurer l'entretien de ce balisage lumineux.</p> <p><b>Fermetures provisoires du chantier</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier
32				
33	<p><b>Panneau de chantier</b></p> <p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b>				
34	<p><b>Branchements provisoires</b></p> <p><u>Electricité</u></p>			

35	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,</li> <li>• le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant).</li> <li>• les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux déficiences constatées dans les rapports précités</li> </ul> <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour)</li> <li>4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairage minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> <li>6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> <li>7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe.</li> <li>8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe.</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Téléphone, Fax</u></p>	Toutes entrep.	Durée chantier
36	<p>Réaliser un réseau de distribution téléphonique de l'ouvrage depuis le branchement au réseau de distribution public jusqu'aux attentes prévues à une distance de 2 m de chaque bâtiment ou de chaque groupe de maisons individuelles : S.O.</p>	Toutes entrep.	Durée chantier
37	<p><b>Voies de circulations dans l'emprise du chantier</b></p> <p>Prolonger la voie d'accès au chantier par d'autres voies permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés ainsi qu'aux ouvrages,</li> <li>•</li> </ul> <p><b>Aires de chantier</b></p>	Toutes entrep.	Durée chantier

91	Suivant PIC établi par l'entreprise principale en indiquant la zone de stockage et le stationnement du camion de l'entreprise, ainsi que le bungalow vestiaires <b>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</b> <u>A l'intérieur du chantier</u>			
38	Demander à vos salariés de garer leur véhicule personnel sur les emplacements de parking prévus à cet effet. Respecter le marquage et la signalisation en place.	Toutes entrep.		Durée chantier
<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b>				
<b>Branchements</b>				
39	<u>Electricité (réseau intérieur)</u>  Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).	Toutes entrep.		Durée chantier
40	<u>Eclairage des circulations</u> Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.	Toutes entrep.		Durée chantier
41	<u>Eclairage de sécurité</u> Installer un éclairage permettant l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zone aveugles,...	Toutes entrep.		Durée chantier
42	<u>Eclairage des postes de travail</u> L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante. Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 m. Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720. Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima. Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008. Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.	Toutes entrep.		D
<b>Installations sanitaires</b>				
<u>WC, urinoirs, lavabos</u>				



43	Le Maître d'ouvrage met à la disposition des entreprises des sanitaires dans le bâtiment.	Toutes entrep.		Durée chantier
44	<b>Signalétique à l'intérieur des ouvrages</b> Mettre en place une signalisation dans les ouvrages, sous forme de panneaux PVC ou plastifiés, très visibles, afin d'aider au repérage des lieux : <ul style="list-style-type: none"> <li>fléchage de signalisation dans le bâtiment, repérage des lieux : étage, sortie de secours vers.....</li> <li>zone de stockage, déchetterie, sanitaires, réfectoire, bureau chantier, téléphones, panneau d'information du chantier</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b>				
45	<b>Installations communes de vie collective</b> Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
46	<b>Vestiaires</b> Le Maître d'Ouvrage Met à la disposition des travailleurs un local -vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. C'est à l'entreprise du lot 01 de fournir des casiers vestiaires pour tous les intervenants en nombre suffisant	Toutes entrep.		Durée chantier
47	<b>Réfectoire</b> Les ouvriers pourront manger dans le réfectoire commun de la préfecture. Il équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.	Toutes entrep. Toutes entrep.		Durée chantier
48	<b>Installations communes d'hygiène</b> Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
49	<b>Sanitaires</b> Le Maître d'Ouvrage met à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).	Toutes entrep.		Durée chantier
50	<b>Lavabos</b> Le Maître d'ouvrage met à disposition des travailleurs des lavabos ou des rampes alimentées en eau potable, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs (R4228-7 du Code du travail).	Toutes entrep.		Durée chantier
51	<b>Salle de réunion</b> Le Maître d'Ouvrage met à disposition une salle de réunion de capacité conforme aux prescriptions du marché, équipée du mobilier nécessaire, correctement chauffée, éclairée et aérée conformément aux règles applicables. Prévoir des tables et chaises en nombre suffisant, des armoires permettant le rangement des documents afférents au chantier, notamment ceux de la coordination SPS, et des dispositifs permettant l'affichage des plans. Prévoir un nettoyage régulier.	Toutes entrep.		d

52	<b>Mise à disposition d'EPI</b> Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, visiteurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants : 3 paires de chaussures de sécurité, 3 casques de chantier, 3 paires de lunettes de sécurité, Des protections auditives,... <b>Cantonnement installé dans les locaux existants</b> <u>Amiante, plomb, etc...</u>	Toutes entrep.		D
53	Pour les zones des travaux , obtenir en préalable les diagnostics nécessaires (amiante, plomb, etc.), s'il s'agit de bâtiments dont le permis de construire est antérieur au premier juillet 1997. Le Maître d'ouvrage met à la disposition des rapports avant travaux <u>Conclusion</u> : Absence d'amiante et de plomb dans ces zones <b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b> <u>Sanitaires (WC, lavabos, douches)</u>	Toutes entrep.		Durée chantier
54	Les installations existantes seront nettoyées quotidiennement (article R 4228-13 du Code du travail) . <u>De vie collective (réfectoire, vestiaires, bureaux et salle de réunion)</u>	Toutes entrep.		d
55	L'ensemble des locaux mis à disposition sera maintenu propre en permanence. Le nettoyage des vestiaires et zones de travail seront nettoyés par l'entreprise principale <u>Evacuation des ordures</u>	Toutes entrep.		Durée chantier
56	L'évacuation journalière des ordures ménagères sera à la charge de l'entreprise principale <b>Cantonnement provisoire ou préparation de chantier</b> <u>période de préparation</u>	Toutes entrep.		d
57	<b>Infirmier</b>			
58	<u>Rappel des dispositions réglementaires (R 4623-32 du Code du travail)</u> : dès que l'effectif total prévisible du chantier dépasse 200 salariés, un(e) infirmier(ère) doit être recruté(e) et une infirmerie mise en place. La création de l'infirmerie respectera les obligations réglementaires applicables à ce type de locaux. Le médecin du travail (entreprise principale ou de gros œuvre) sera sollicité avant la mise en place des locaux et le recrutement de l'infirmier(ère) pour avis. <b>Absence d'infirmerie</b>			
59	Compte-tenu des effectifs prévisibles, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier. Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.	Toutes entrep.		Durée chantier
60	<b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b> <b>Nettoyage des installations</b>			
61	<b>Frais de gardiennage</b> Pas de gardiennage prévu sur le chantier.			d



62	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> <b>Nettoyage des zones d'intervention</b>			
63	<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b> <b>Circulations verticales et élévation de personnes</b> <u>Escaliers</u> • Utilisation des 'escaliers existants	Toutes entrep.		Durée chantier
64	<b>Protections collectives contre les chutes</b>			
65	<u>Garde-corps</u>			

### 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
66	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> <b>PPR : Plan de prévention des risques technologiques et naturels</b> <u>Prise en compte dans les PPSPS</u> Mentionner dans votre PPSPS :  • les mesures spécifiques prises afin de prévenir les risques découlant des activités d'exploitation interférant avec le chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
67	<b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b> <b>Circulation piétonne</b>	Toutes entrep.		Durée chantier

### 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
69	<b>AMIANTE</b> <b>Incertitude quant à la présence d'amiante - Investigations complémentaires</b> Les résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante sont communiqués au maître d'ouvrage. Conclusion : Absence d'amiante ...	Toutes entrep.		d
68	<b>PLOMB</b> <b>Diagnostic Repérage avant travaux</b> Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP) a été effectué. Conclusion : <u>Absence du plomb</u> Le document est consultable dans le DCE.	Toutes entrep.		d

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
70	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
	<b>Interférences</b> <u>Avec les piétons</u> Prévoir une voie de circulation séparées pour les piétons. Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et les véhicules du chantier	Toutes entrep.		Durée chantier
71	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b>			
	<b>Aménagements particuliers</b> Réaliser un passage protégé pour les piétons dans l'emprise de la voie de circulation automobile protégé par un balisage conforme	Toutes entrep.		Durée chantier

#### 3.2. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
72	<b>STOCKAGES</b>			
	<b>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</b> <u>Délimitation des zones ( plan d'installation de chantier)</u>			

#### 3.3. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
73	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b>			
	<b>Travaux par point chaud</b> Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b>			
	<b>Mises à jour du planning</b>			

74	Transmettre les mises à jour du planning au coordonnateur au fur et à mesure de leur établissement, pour prise en compte des modifications de co-activité et des mesures complémentaires éventuelle de prévention. <b>Interventions simultanées</b>	Toutes entrep.		Durée chantier
75	Mettre en place les mesures de protections collectives nécessaires pour garantir la sécurité des autres intervenants.	Toutes entrep.		Durée chantier
76	<b>PORT DES E.P.I.</b> Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.		Durée chantier
77	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> <b>Pose et dépose de protections collectives</b> Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.			d
78	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCAPEAU ET MARCHE PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.		d
79	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> <b>Port du casque</b> Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.	Toutes entrep.		d

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
90	<p><b>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</b></p> <p><b>Produits dangereux</b></p> <p><u>Poussières</u></p>			
80	<p><b>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</b></p> <p><b>Consignes</b></p> <p>Nous communiquer les consignes en vigueur dans votre établissement dont l'application par les entreprises du chantier est rendue obligatoire. Appeler le service de sécurité du site ainsi que les secours (pompiers, samu)</p>			d

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
81	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS</b>  <b>Numéros d'appel d'urgence - Travaux en site occupé</b> Reprendre les consignes en cas d'accident grave et les différents numéros d'appels de secours dans votre PPSPS.	Toutes entrep.		d
82	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS</b>  <b>Trousse des premiers soins</b> Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.		d

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
83	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b>  <b>Réponses aux observations du coordonnateur SPS</b> Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.		d
84	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.		d
85	<b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b> Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.	Toutes entrep.		d
86	<b>Modes opératoires et évaluation des risques</b> Apporter des compléments à votre PPSPS : les modes opératoires envisagés n'y sont pas mentionnés.	Toutes entrep.		d
87	<b>PPSPS des sous-traitants</b> Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.			d
88	<b>INSPECTION COMMUNE</b>  <b>Demande d'inspection commune avant démarrage travaux</b> Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant <b>doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention</b> , pour effectuer l'inspection commune.	Toutes entrep.		Durée chantier
89	<b>DOCUMENTS</b>  <b>Documents relatifs à la prévention des risques sur chantier</b> Transmettre au coordonnateur les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan d'installation de chantier</li> <li>le planning à jour des travaux</li> <li>les consignes de sécurité élaborées à l'occasion des travaux</li> <li>les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier</li> </ul> <b>Documents relatifs au DIUO</b>	Entrep. concernée Toutes entrep.		d

92	<p>Le DIUO est un dossier qui rassemble toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures normalement prévisibles.</p> <p>Vous voudrez bien nous faire parvenir les documents tels que plans, schémas, notices techniques, consignes, etc... nécessaires à sa constitution, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de localisation des équipements et ouvrages nécessitant des interventions ultérieures.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
----	---	----------------	--	----------------

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	PREFECTURE DU VAL DE MARNE PREFECTURE DU VAL DE MARNE 21-29 AV. DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL France		0149566193 rachid.touabi@val-de-marne.gouv.fr
Maître d'ouvrage personne physique	PREFECTURE DU VAL DE MARNE PREFECTURE DU VAL DE MARNE 21-29 AV. DU GENERAL DE GAULLE 94000 CRETEIL France	M. TOUABI RACHID	0149566193 rachid.touabi@val-de-marne.gouv.fr
Maître d'oeuvre	CHAINE ET COMPAGNIE 49, Boulevard de Reuilly 75012 PARIS France	M. DAMIEN CHAINE	0143463686 agence@damienchaîne.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE PARISIENNE SAS - BUREAU CONSTRUCTION MLV 10 place Fulgence Bienvenue 77600 BUSSY SAINT GEORGES France	M. SASSI Jamel-Eddine	01 60 37 71 90 06 50 03 36 51 jamel.sassi@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE PARISIENNE SAS - BUREAU CONSTRUCTION MLV 10 place Fulgence Bienvenue 77600 BUSSY SAINT GEORGES France	M. SASSI Jamel-Eddine	01 60 37 71 90 06 50 03 36 51 jamel.sassi@apave.com



### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	INSPECTION DU TRAVAIL Immeuble le Pascal 94000 CRETEIL CEDEX France		0149562980
CRAM	CARSAT ILE DE FRANCE 7 rue Georges ENESCO 94026 CRETEIL CEDEX France		0142073576
OPPBTP	OPPBTP 1 rue Heyrault 92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX France		0140316400 ile.de.france@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------



**TRAVAUX D'ENCLOISONNEMENT DES 3 CAGES D'ESCALIERS A-B-C - AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE 94000  
CRÉTEIL (94)**

**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

**COORDINATION SPS**

Aff. n°: 17870PEB2644200K

N°chrono: 6

Date: 22/02/18

Page: 27 / 28

**7 .1.5. listes des entreprises**

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS

## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints au DCE.

## 7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.5. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination..

## 7.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.